

Hamon présente un programme centré sur le travail et l'emploi



Par
**CLAUDE
WEILL**

A la traîne dans les sondages et lâché par Manuel Valls, Benoît Hamon espère reprendre la main après avoir présenté, hier, son programme, enrichi des apports de ses adversaires de la primaire et davantage centré sur le travail et l'emploi.

12 000 personnes attendues à Bercy

Distancé dans les différents sondages par Marine Le Pen, Emmanuel Macron et François Fillon, M. Hamon aborde une séquence cruciale de sa campagne qui peine à décoller, entre les discussions d'arrière-boutique pour rassembler son camp et le retentissement de l'affaire Fillon.

Avant un grand meeting à Bercy dimanche, où 12 000 personnes sont attendues, il s'est donc attardé sur le fond ce jeudi.

Pas de virage à 180 degrés dans cette nouvelle version, qui reprend les piliers du projet qui a fait le succès de Benoît Hamon à la primaire de la « Belle Alliance populaire » : réforme démocratique (avec le 49-3 citoyen), ambition écologique, revenu universel d'existence.

Mais le candidat socialiste à la présidentielle poursuit son effort pour crédibiliser ses propositions, et prouver que le « futur désirable » qu'il appelle de ses vœux est aussi « possible », et finançable en respectant la contrainte européenne des 3 % de déficit maxi-



Benoît Hamon a vanté son revenu universel comme réponse à la raréfaction du travail.

(Photo MaxPPP)

mum, au moins à la fin du quinquennat (2,7 % en 2022 après un passage à 3,7 %).

Dans le souci de rassembler son camp et pour « muscler (s) on projet », M. Hamon a pioché dans les programmes d'Arnaud Montebourg, de Vincent Peillon, et de Sylvia Pinel, la présidente du PRG, avec qui le PS est parvenu à un accord cette semaine.

Il n'a en revanche pas prononcé le nom de Manuel Valls qui avait annoncé mardi qu'il ne le parrainerait pas.

Comme annoncé la semaine dernière,

le revenu universel d'existence, conçu comme une réponse à la raréfaction du travail, apparaît désormais comme une mesure pour soutenir le pouvoir d'achat de 19 millions de Français : bénéficiaires actuels du RSA, étudiants, indépendants, salariés percevant jusqu'à 1,9 SMIC.

Évaluée à 35 milliards d'euros pour sa première étape, la mesure sera financée grâce à une réorientation de 10 milliards d'euros des crédits alloués au CICE (Crédit impôt compétitivité et emploi) et au Pacte de responsabilité, et par du déficit.

Un programme à 70 milliards d'euros

« Dans les jours qui viennent », deux réformes portant sur un « rapprochement progressif de l'impôt sur le revenu et de la CSG » et sur un « impôt unique sur le patrimoine fusionnant ISF et taxe foncière » devraient être dévoilées, selon Guillaume Balas, coordinateur du projet de M. Hamon.

Et un « coup de pouce au Smic », « substantiel », autour de « 4 ou 5 % », sera apporté dès l'arrivée de M. Hamon à l'Élysée, selon M. Balas.

Avec ce programme ambitieux, qui comprend 70 milliards d'euros de dépenses sur l'ensemble du quinquennat, M. Hamon affirme représenter le vote « utile » face au Front national, un positionnement actuellement occupé par Emmanuel Macron, qui le devance largement dans les sondages.

Picon-citron

Une base de socialisme orthodoxe, c'est-à-dire de redistribution, une bonne dose de Montebourg (priorité au « made in France », nationalisations temporaires), une grosse mesure de Jadot, une rasade de Peillon, quelques gouttes de Pinel, et beaucoup d'eau pour diluer le tout : la recette du socialisme façon Hamon ressemble assez à celle du Picon-citron vue par Raimu, dans Marius.

Pas sûr que ça rentre dans le verre. Mais il fallait bien tout ça pour relancer une candidature qui peine à rassembler et, si l'on en croit les sondages, qui le mène tout droit vers une élimination au premier tour.

Sommé par Hollande et Cazeneuve d'assumer le bilan, lâché par Valls, accusé d'irréalisme et de dérive gauchisante par l'aile social-libérale qui louche du côté de Macron, Benoît Hamon s'emploie à « enrichir » son programme. Oubliant certaines déclarations par trop décevant, il tente sinon de ressouder la famille socialiste, du moins de stopper l'hémorragie. Peut-il encore retourner la situation et (r) amener à lui ces cinq à six millions d'électeurs de gauche indécis qui se baladent entre Mélenchon, Macron et lui? Difficile. Mais cette campagne folle interdit les pronostics péremptoires.

« Il tente sinon de ressouder la famille socialiste, du moins de stopper l'hémorragie. »

Ce qu'on peut dire en tout cas, c'est qu'il lui était difficile d'aller plus loin sans donner le sentiment qu'il se déjuge ou se renie.

Ainsi du revenu dit « universel », qui est le marqueur de sa campagne, et qui n'a d'ailleurs plus d'universel que le nom. Dans la nouvelle mouture, passablement absconse, il s'agit en fait d'un reformatage de la prime d'activité et du RSA, étendu aux 18-25 ans. Avec un gros coup de pouce au pouvoir d'achat, d'un coût estimé à 35 milliards, et financé par une taxe sur les profits des banques et par le rabotage du CICE. Là est la rupture avec la politique de Hollande : revanche de la politique de la demande sur la politique de l'offre. Priorité à la « feuille de paie » plutôt qu'à la compétitivité des entreprises. Reste qu'on est loin de la version initiale, parfaitement utopique. Ce compromis forcé résume le dilemme de Hamon. En gagnant la primaire, il a remporté sur le social-libéralisme hollandais-valliste une victoire politique et idéologique... dont il ne cesse depuis de payer le prix. La primaire de la Belle Alliance Populaire n'était pas seulement une bataille d'hommes, ou d'égos. Elle mettait aux prises deux lignes politiques dont l'affrontement a miné le quinquennat. Le crash test de la primaire a creusé les fractures que la synthèse hollandaise tentait vainement de colmater. Loin de permettre au PS d'afficher un front uni, elle a accéléré sa fragmentation.

Alors que la logique des primaires voudrait que les électeurs agissent en stratèges et choisissent le candidat le mieux placé pour l'emporter, cette fois, comme l'a noté Gilles Finkelstein, c'est une logique identitaire qui a prévalu : « A droite parce que ses électeurs étaient sûrs de gagner ; à gauche parce qu'ils étaient sûrs de perdre. »

En votant Hamon, ils ont censuré le bilan du quinquennat. Et validé du même coup une ligne nettement décalée par rapport au centre de gravité de la gauche. De sorte que le candidat s'est trouvé en concurrence directe avec Jean-Luc Mélenchon à la gauche de la gauche, tandis qu'au centre s'ouvrait un boulevard où Macron s'est engouffré. Aujourd'hui, pour accéder au second tour, il faudrait à Hamon progresser sur deux fronts à la fois. Attirer à lui les électeurs effarouchés par sa radicalité qui ont filé chez Macron ; et séduire ceux qui, le jugeant encore trop socialiste, pas assez radical, ont rejoint les rangs de la « France insoumise ». Une telle opération relève quasiment de l'alchimie. Il y faudrait un art de la synthèse dont seul Hollande, peut-être, en d'autres temps, aurait été capable...

Macron se trouve des convergences avec Merkel

Le centriste Emmanuel Macron, un des favoris de l'élection présidentielle française, a vanté, hier, sa proximité avec Angela Merkel sur les sujets européens lors d'une visite à Berlin suivant de peu celle de son rival conservateur François Fillon.

« Je n'oublie pas que je ne suis là qu'en tant que candidat, mais j'ai vu beaucoup de convergences avec la chancelière », a déclaré M. Macron aux journalistes après sa rencontre d'environ une heure à la chancellerie avec celle qui est considérée comme la dirigeante la plus puissante d'Europe. L'ex-ministre de l'Économie du gouvernement socialiste de François Hollande, 39 ans, a dit avoir confié à la chancelière conservatrice son fort attachement au « couple franco-allemand », son souhait de lutter « contre les extrêmes », de ren-



L'entrevue entre Angela Merkel et Emmanuel Macron aura duré une heure.

(Photo Franceinfo)

forcer « l'Europe de la défense », ainsi que sa volonté de « tenir les engagements » européens de la France et d'y entamer des réformes structurelles, un sujet qui a souvent divisé Paris et Berlin par le passé.

« Pas un adoubement »

Mais il a aussi insisté sur la nécessité d'engager « une politique d'investissements européens », ce qui pourrait constituer un sujet conflictuel avec M^{me} Merkel.

M. Macron a rejeté l'idée selon laquelle sa venue à la chancellerie pourrait être perçue comme une marque de soutien d'Angela Merkel. « Ce n'est en aucun cas un adoubement », a-t-il dit, « dans une campagne le seul adoubement, c'est celui du peuple ». La réception d'Emmanuel Macron à la chancellerie n'est toutefois pas anodine. L'ex-ministre s'était déjà rendu à Berlin le 10 janvier, mais n'avait pas à l'époque été reçu par M^{me} Merkel.

Affaire Fillon : l'enquête étendue aux costumes

L'enquête sur de possibles emplois fictifs de l'épouse et des enfants de François Fillon a été étendue aux conditions dans lesquelles des costumes de luxe ont été offerts au candidat, notamment en février, a affirmé une source judiciaire, confirmant une information de *Marianne*.

Le parquet national financier a élargi l'enquête des juges d'instruction à des soupçons de trafic d'influence, a précisé cette source.

Le Journal du dimanche avait notamment révélé ce week-end qu'un mécène avait signé le 20 février un chèque de 13 000 euros pour le règlement de deux costumes achetés chez Arnys, un tailleur parisien des quartiers chics.